

Note sur l'histoire de la Jeunesse communiste

Dès le XIX^e siècle, quand s'organise le Mouvement ouvrier, des organisations de jeunesse se développent en son sein. Ce sont les Jeunesses guesdistes, les Jeunesses blanquistes, les Jeunesses vaillantistes, etc. Comptant fort peu de militants, ces mouvements peinent pourtant à se rassembler et ce n'est qu'en 1912 – soit sept ans après l'unification socialiste ayant donné naissance à la S.F.I.O. – qu'une organisation unie voit le jour : les Jeunesses socialistes. Déchirés par la Première Guerre mondiale à l'image de leurs aînés de la S.F.I.O., les jeunes socialistes ne font pas tous les mêmes choix : certains optent pour l'union sacrée, d'autres optent pour le refus de la guerre impérialiste suivant en cela les socialistes russes (à commencer par Lénine), très isolés au sein de la II^e Internationale.

Dix millions de morts plus tard, la II^e Internationale coupable d'avoir laissé faire cette barbarie impériale, a beaucoup perdu en considération, d'autant qu'a émergé en 1917 une voie authentiquement révolutionnaire : la voie bolchevique. C'est dans cet élan de rupture avec les compromissions passées, de quête de paix et de changement, que se développe en France un courant croissant pour l'adhésion à la III^e Internationale, l'Internationale communiste.

Les premiers combats (les années 1920)

En France, les premiers à faire le pas furent les jeunes. Les Jeunesses socialistes tiennent en effet leur congrès à l'automne 1920 à Paris (« Congrès de la Bellevilloise ») et, le 1^{er} novembre, par 5 443 voix contre 1 958 (et 350 abstentions), les délégués optent pour l'adhésion à l'Internationale communiste des jeunes. Les Jeunesses socialistes sont mortes ; les Jeunesses communistes sont nées – elles prendront le nom de Fédération nationale des Jeunesses communistes de France en 1921. Maurice Laporte, dix-neuf ans, en devient le premier dirigeant.

Les premières grandes batailles ne tardent pas. 1923, le gouvernement français de Raymond Poincaré (et son allié belge) décide d'envahir la Ruhr, en Allemagne. Aussitôt, la Jeunesse communiste française entre en contact avec la J.C. allemande et organise en commun des collages, des distributions de tracts, etc. Le journal de la J.C. destiné aux jeunes soldats français – *Le Conscrit* – multiplie les articles incendiaires pour dénoncer la politique d'agression menée par le gouvernement français. Les principaux dirigeants eux-mêmes défilent dans la Ruhr, de Maurice Laporte à Simon Rolland en passant par Gabriel Péri. C'est la plus grande campagne antimilitariste de l'époque. La répression est à la hauteur du défi : la direction de la J.C. est arrêtée (Maurice Laporte, Gabriel Péri, Maurice Tréand, Henri Lozeray, Raymond Guyot...).

1925, c'est la guerre du Rif. Cette province du Maroc est entrée en sécession pour obtenir l'indépendance du pays tout entier alors aux mains des colons français et espagnols. Abd El-Krim mène la lutte et, dès 1925, lorsque la France rejoint dans la répression son allié espagnol (un certain général Pétain gère les opérations avec un certain général Franco...), la F.N.J.C.F. investit le terrain marocain : des chansons (*Le Maroc aux Marocains* notamment), des dizaines de milliers de journaux (à commencer par *L'Avant-Garde*), des millions de tracts et de « papillons », des soldats mis en grève... La J.C. déploie toute son énergie dans ce qui constitue la première grande campagne anticolonialiste de l'histoire de France. En tapant au cœur du système impérialiste français, la J.C. est de nouveau frappée durement par le régime français : plus de 300 arrestations dans toute la France et un total de plus de 70 ans de prison !

L'ampleur de la répression à chacun des pas de la jeune Fédération freine son développement mais, plus profondément, par ses positions radicales et avant-gardistes, la J.C.,

anticolonialiste, anti-impérialiste, est en trop net décalage avec la masse des jeunes. Résultat : les effectifs s'effondrent et passent de près de 13 000 en 1924 à 4 000 en 1931.

A l'heure du Front populaire (les années 1930)

Les années 1930 sont l'occasion d'un tournant important. La Section française de l'Internationale communiste (qui deviendra le P.C.F. en 1937) est dirigée depuis 1930 par Maurice Thorez, jeune homme de trente ans ; ce n'est pas sans conséquences, à terme, sur la J.C. Par ailleurs, le fascisme connaît un essor considérable : l'Italie est tombée en 1922 et l'Allemagne, terre où les partis ouvriers sont pourtant très forts et de vieille implantation, tombe en 1933. La France elle-même semble menacée par le fascisme en 1934 lorsque les ligues d'extrême droite se rassemblent et se dirigent contre l'Assemblée nationale. Sous l'impulsion de Maurice Thorez (trouvant un écho auprès du slovaque Eugen Fried et, surtout, du bulgare Georges Dimitrov), le Mouvement communiste international tout entier va se lancer dans un nouveau combat prioritaire : l'antifascisme. Pour mener à bien cet objectif, le rassemblement le plus large s'impose et c'est la logique des Fronts populaires.

Pour ce qui est de la J.C., cela se manifeste par le développement d'activités susceptibles de toucher de larges pans de la jeunesse : activités récréatives (ping-pong, pianos, dominos, billard, radio...) ou d'éducation populaire (bibliothèque, sorties de plein-air ou dans des lieux de culture, projections cinématographiques...). Dans le même sens sont créées de nouvelles organisations de jeunesse liées à la J.C. : l'Union des jeunes filles de France en 1936 sous l'impulsion de Danielle Casanova (qui mourra quelques années plus tard, déportée) ; l'Union des jeunesses agricoles de France en 1937, sous la houlette d'Albert Ouzoulias, Léo Figuères et Gaston Plissonnier ; l'Union des étudiants et lycéens communistes de France, fondée en 1938 et dirigée par Pierre Hervé. Cet élargissement tous azimuts en ce temps de constitution du Front populaire rencontre un succès allant au-delà de toutes les prévisions : les effectifs sont multipliés par 20 en quatre ans, passant de 4 000 à 80 000 entre 1933 et 1937.

A l'Internationale communiste des jeunes – dirigée à cette époque par celui qui est aussi le secrétaire de la J.C. française, Raymond Guyot –, des projets de vaste rassemblement sont formés et, pour la France, Raymond Guyot propose aux autres organisations de jeunesse de gauche une Fédération unique de la Jeunesse. La direction de la S.F.I.O., Léon Blum en tête, l'interdit aux Jeunesses socialistes et seule une fraction de la J.S. rejoindra la J.C. Côté Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.), tout rapprochement est prohibé par l'encyclique du pape Pie XI *Divini Redemptoris*. La Fédération unique de la Jeunesse ne naîtra pas mais les organisations de gauche travaillent davantage ensemble et de multiples congrès antifascistes de jeunes se réunissent de par le monde ; la J.C. y tient toujours une place de choix.

Face à la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

En 1939, le développement de la J.C. est violemment interrompu. Le gouvernement du radical Daladier interdit toutes les organisations communistes ainsi que leurs journaux. Clandestine, la J.C. n'abandonne pas pour autant le combat et occupe même la première place dans la résistance à Pétain puis à l'occupant nazi. Le P.C.F. est en effet extrêmement affaibli par la répression qui s'est abattue sur lui. La J.C., sous la direction d'André Leroy en zone occupée et de Léo Figuères en zone « libre », mène les combats les plus rudes. Un groupe va se distinguer tout particulièrement dans cette lutte antinazie de la J.C. : les Bataillons de la jeunesse menés par Albert Ouzoulias, 26 ans et le colonel Fabien, 22 ans. De l'attentat contre l'aspirant de marine Moser à Paris le 21 août 1941 à celui contre le *Feldkommandant* de

Loire-Inférieure à Nantes le 20 octobre 1941, les Bataillons de la Jeunesse s'illustrent par les actes les plus éclatants.

Les J.C. tapant fort, très fort, la répression est extrême. On connaît bien la triste aventure du jeune communiste Guy Môquet tué avec ses 26 camarades à Châteaubriant. Au-delà, c'est tout un système spécifique destiné à la traque des communistes qui est mis en place par les Allemands et les Français, dont la fine pointe est constituée par le Service de police anti-communiste (S.P.A.C.) qui a le mérite d'annoncer la couleur. L'efficacité de cette traque est terriblement marquante : les Bataillons de la jeunesse sont pour ainsi dire rayés de la carte en 1942. Plus largement, quand la guerre est finie, sur 40 membres du Comité central de la J.C., 23 sont morts et parmi les 17 survivants, combien sont encore dans les camps nazis, aux limites de la mort, comme Guy Ducoloné ou André Leroy !

Le temps de l'Union de la jeunesse républicaine de France (1945-1956)

De cette période héroïque de la Résistance, la J.C. sort affaiblie car elle a perdu nombre de cadres au combat mais son écho est allé croissant et elle compte en 1944 92 000 membres, le chiffre le plus important jusqu'alors. Pour amplifier encore cette dynamique et construire un grand mouvement de rassemblement des forces juvéniles de la Résistance, la J.C. décide de se fondre dans une nouvelle grande organisation de jeunesse visant au rassemblement le plus large : l'Union de la jeunesse républicaine de France. Assez vite, elle compte 250 000 membres, ce qui fait d'elle la plus grande organisation de jeunesse de l'histoire de France.

Renouant avec les logiques du Front populaire, l'U.J.R.F., sans en rabattre sur les exigences de lutte, se fait pleinement mouvement d'éducation populaire et de distraction : championnats de football, balades en mer, sorties au théâtre...

Parallèlement, les revendications ne faiblissent pas : application aux jeunes du principe « à travail égal, salaire égal », réduction de l'âge du droit de vote et d'éligibilité... Sur ce dernier point, Léo Figuères, dirigeant de l'U.J.R.F. et député à l'Assemblée constituante (qui donnera naissance à la IV^e république), obtient partiellement gain de cause et réussit à faire baisser l'âge requis pour être élu et pour voter. Sur les abattements de salaire imposés aux jeunes, l'U.J.R.F. obtiendra également des avancées au cours de la période, parmi d'autres conquêtes sociales concernant les jeunes. L'U.J.R.F. participe également pleinement aux grands mouvements sociaux de l'époque. C'est ainsi qu'à l'automne 1947, Vincent Voulant, jeune membre de l'U.J.R.F., en prenant part au grand mouvement national de mobilisation sociale, perd la vie.

Au-delà de ces revendications, l'U.J.R.F. est amenée à réagir aux changements brutaux d'un monde qui bouge beaucoup. Face au peuple vietnamien bien décidé à ne plus tolérer ses chaînes, le gouvernement français choisit l'affrontement : c'est la guerre d'Indochine. L'U.J.R.F. se mobilise, non sans danger puisqu'il s'agit de braver les autorités militaires françaises : *L'Avant-Garde*, les tracts, les affiches, les papillons distribués dans les rues et dans les casernes jouent à nouveau un grand rôle. Les actes les plus audacieux côtoient les plus simples (mais pas forcément les moins efficaces) : la jeune Raymonde Dien s'allonge sur les rails pour empêcher les trains de partir pour l'Indochine ; Henri Martin, jeune ancien résistant et militant de l'U.J.R.F., distribue des tracts. Ce geste (presque) anodin ne l'empêche pas d'être arrêté au printemps 1950. S'ensuivra une des plus intenses campagnes du XX^e siècle, c'est l'Affaire Henri Martin. Accusé de choses plus grotesques les unes que les autres par le pouvoir en place (sabotage d'un navire de guerre avec une poignée de clous...), Henri Martin subit en réalité un procès politique des plus caricaturaux. Il est condamné et emprisonné sans preuve (et pour cause, il est innocent !). Le Mouvement communiste s'empare de l'affaire et *L'Humanité* comme *L'Avant-Garde* multiplient les articles et les unes.

Vite, le mouvement quitte la sphère proprement communiste et gagne, notamment, tout le monde intellectuel, communiste ou non : Jean-Paul Sartre écrit un retentissant ouvrage sur l'Affaire Henri Martin, Jacques Prévert écrit un poème, Paul Eluard fait de même, Pablo Picasso, Fernand Léger, Jean Lurçat, André Fougeron immortalisent à leur tour la figure d'Henri Martin... Une pièce de théâtre est montée par la troupe de l'U.J.R.F. (*Drame à Toulon*) ; elle tourne pendant deux ans (de 1951 à 1953, quand Henri Martin est en prison) et est vue par plus de 200 000 spectateurs.

Pour défendre le droit à l'indépendance des Vietnamiens et des peuples opprimés par l'impérialisme, le Mouvement communiste reste pourtant bien seul en France ; il en est d'autant plus déterminé et les procès suivent proportionnellement : *L'Avant-Garde* est poursuivie, dans toute la France, des militants sont inquiétés. Lorsque le 28 mai 1952, le général américain Ridgway, accusé d'utiliser des armes bactériologiques contre les Coréens, vient en France, une grande manifestation est organisée par le Mouvement communiste. L'U.J.R.F. y tient une place de premier plan. A la suite de cette violente manifestation (plusieurs n'en reviendront jamais), le gouvernement trouve là le prétexte pour tenter de décapiter le Mouvement progressiste : Jacques Duclos, n°2 du P.C.F. (mais, de fait, n°1 puisque Maurice Thorez, malade, est soigné en U.R.S.S.) est arrêté, tout comme Alain Le Léap de la C.G.T. ou encore André Stil, rédacteur en chef de *L'Humanité*. Côté U.J.R.F., la quasi-totalité du bureau national est condamné à des peines de prison ferme. Ses principaux dirigeants sont incarcérés : Guy Ducoloné, secrétaire général, Louis Baillet, secrétaire de la fédération de Paris, Jean Meunier, rédacteur en chef de *L'Avant-Garde* ou encore Paul Laurent (futur secrétaire général, en 1955). D'autres sont contraints à la clandestinité ou à l'exil, à l'image de Robert Gerber « coincé » dans les pays socialistes qui, pour l'aider à se déplacer sans être repéré par les services français, lui fournissent de faux papiers...

Cette période de l'après-guerre est également marquée par la création de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique en octobre 1945 pour rassembler toutes les organisations de jeunesse progressistes du monde. Dirigée par des Français (membres de l'U.J.R.F.), Guy de Boysson (1945-1950) puis Jacques Denis après 1950, la F.M.J.D. mène de nombreuses initiatives importantes parmi lesquelles, tous les ans, l'organisation de la journée internationale contre le colonialisme. Sa principale activité, toutefois, demeure le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants. Sa première édition, en 1947, à Prague réunit des dizaines de milliers de participants de par le monde, dont 4 000 jeunes Français (principalement de l'U.J.R.F. mais aussi de la C.G.T. ou de la Ligue de l'enseignement). L'organisation de jeunesse française s'illustre le plus souvent par la richesse de sa délégation culturelle : foulards dessinés par Picasso, etc. Les festivals mondiaux sont des événements de très grand retentissement. Le plus grand de ceux-ci fut celui de Berlin, organisé en 1951, rassemblant plus d'un million de jeunes du monde entier. C'est encore à ce jour le plus grand rassemblement de jeunes jamais tenu.

Cette histoire de combats qui est celle de l'U.J.R.F. fut aussi celle d'un rapide étiolement du fait d'une contradiction liée à la guerre froide. Organisation de rassemblement, elle est prise à revers par la guerre froide qui n'est pas une époque où les rassemblements se font aisément... Assez vite, ses effectifs s'effondrent pour se stabiliser autour de 30 000.

Le Mouvement de la jeunesse communiste de France et les luttes des années 1956-1962

Toute perspective de large rassemblement sur le modèle de 1945 ou de 1936 semblant fort lointaine, l'U.J.R.F. disparaît en 1956 pour laisser la place au Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.). Il est composé de quatre branches : l'Union de la jeunesse communiste de France, l'Union des jeunes filles de France, l'Union de la jeunesse agricole de

France et l'Union des étudiants communistes de France. Cette dernière récupère le journal des étudiants du P.C.F., *Clarté* et connaît assez vite un succès notable : c'est de loin la première organisation politique à l'université. Son organe de presse, *Clarté*, est un outil prestigieux où de grands noms se sont illustrés. Il sert également de support pour l'organisation de rencontres culturelles de haut rang : Aragon, Sartre, Ehrenbourg défilent, parmi d'autres.

L'heure n'est pas qu'à la bataille culturelle et la J.C. est amenée à réagir face à de graves événements. En 1957, suite au réarmement allemand et à l'intégration de la République fédérale d'Allemagne (« Allemagne de l'Ouest ») dans l'O.T.A.N., un certain nombre d'anciens généraux de l'Allemagne nazie sont appelés à reprendre du service sous le casque atlantique. Parmi ceux-ci, le général Speidel, ancien chef d'état-major de Rommel, trouve vite une place de premier ordre dans l'Alliance atlantique. Tant et si bien qu'il a sous ses ordres certains jeunes communistes dont il a conduit à la mort les parents. Contre l'insupportable, la J.C. mène une importante campagne pour l'éviction de Speidel. La mobilisation permettra son déplacement.

La grande affaire de la période est toutefois ailleurs : c'est la guerre d'Algérie. 1956, avec l'envoi en Algérie du contingent, décidé par le socialiste Guy Mollet, est une date centrale pour la guerre d'Algérie. A partir de cette année-là, les « événements d'Algérie » concernent les centaines de milliers de jeunes mobilisés et envoyés combattre le peuple algérien en quête d'indépendance. L'U.J.R.F., dès 1955 avait pris une place centrale dans l'organisation du « mouvement des rappelés ». Les soldats, maintenus plus longtemps que prévu dans l'armée du fait de la guerre d'Algérie (« les rappelés »), voulaient rentrer chez eux une fois leur service terminé, nombre d'entre eux se sont révoltés et l'U.J.R.F. puis la J.C. ont animé ce mouvement touchant des dizaines de milliers de jeunes. Certains gestes, plus isolés mais particulièrement courageux furent le fait de jeunes communistes. Alban Liechti, jeune jardinier de la J.C., est ainsi le premier soldat français à avoir refusé de partir pour l'Algérie. En dépit d'une campagne de soutien de la J.C., il connaîtra la prison. La J.C. recommande toutefois de ne pas multiplier ces actes car elle estime plus efficace un jeune communiste qui, dans l'armée, exerce une influence réelle sur des dizaines voire des centaines d'autres soldats. Massivement, les jeunes communistes ont ainsi transmis, non sans péril, des tracts ou des journaux (*L'Avant-Garde* ou encore *Soldat de France*, journal clandestin des communistes à destination de l'armée) aux soldats du contingent. Hors de l'armée, les J.C. organisèrent de grandes manifestations dans les principales villes de France pendant les années du conflit. Ils participèrent également aux grandes manifestations de large rassemblement (souvent initiées par le Parti communiste français) réclamant la paix en Algérie. Là encore, les dangers n'étaient pas absents : le 8 février 1962, au niveau du métro Charonne, à Paris, on dénombra 8 morts parmi les manifestants.

Les dures années 1960

Le temps est aux rudes combats mais l'unité n'est pas à l'ordre du jour. Les socialistes organisent la guerre ; les communistes la combattent. La nouveauté, c'est qu'émerge une toute petite force bien décidée à gagner en influence : le trotskisme. Pierre Frank, dirigeant d'un des courants trotskistes (Parti communiste internationaliste), envoie plusieurs jeunes (dont Alain Krivine et son frère jumeau Hubert Krivine) infiltrer, noyauter et prendre l'Union des étudiants communistes. Du fait de l'autonomie accrue donnée aux organisations de jeunesse par le Parti communiste français conduit par Waldeck Rochet, l'U.E.C. est noyautée assez vite et sans grande difficulté. Elle opte pour des positions différentes de celles du P.C.F. et reprend de plus en plus clairement les mots d'ordre du Parti communiste internationaliste. La dernière phase de l'entrisme arrive à maturité au milieu des années 1960. L'inévitable se produit alors : sous la conduite de Roland Leroy, l'U.E.C. multiplie les exclusions. Exclue, les entristes

crient à l'innocence et à l'injuste purge. Assez vite, ils créent la Jeunesse communiste révolutionnaire, qui donnera naissance, peu après, à la Ligue communiste révolutionnaire. J.C.R. et L.C.R. rassemblent peu d'adhérents et ne peuvent se mesurer à l'U.E.C. « survivante » mais celle-ci est extrêmement fragilisée, pour longtemps.

Dans le même temps, une fois la guerre d'Algérie finie, en 1962, la société de consommation naissante se tourne résolument vers les jeunes pour leur proposer Coca-Cola et twist. C'est le temps des « yé-yé ». Le M.J.C.F. cherche à être davantage en phase avec les jeunes et lance pour cela un magazine calqué sur le géant commercial vendu à plus d'un million d'exemplaire (*Salut les copains*), ce sera *Nous les garçons et les filles* (en lien avec la chanson de Françoise Hardy). Le premier numéro de *N.G.F.* sortira des presses : Jean-Paul Belmondo est à la une, avant Claude François, Richard Antony ou Johnny Hallyday... Cette ligne de conquête des jeunes sur une base de culture de consommation connaît un certain succès parmi les jeunes (près de 100 000 exemplaires sont vendus tous les mois) mais guère parmi les jeunes communistes qui ne disposent plus de leur journal de combat, *L'Avant-Garde*.

L'absence d'un journal politique, l'extrême faiblesse de l'U.E.C., la force médiatique de ses exclus plus anticommunistes que jamais, tout concourt à compliquer la tâche du M.J.C.F. pour Mai 68. Néanmoins, les jeunes communistes s'activent : dans les usines, dans les lycées, les universités, les J.C. ne se tournent pas les pouces. Ils font paraître un numéro exceptionnel d'*Avant-Garde*, se battent pour des augmentations de salaires, de nouveaux droits pour les salariés. Bref, ils participent pleinement aux conquêtes majeures de Mai 68 mais, assurément, pas dans la position de force qui était la leur cinq ans plus tôt ou, *a fortiori*, dix ans plus tôt quand les J.C. étaient légion et presque seuls en pleine guerre d'Algérie.

Les recompositions des années 1970

Dans les années 1970, toujours concurrencés sur leur gauche par une foule de groupuscules gauchistes, les jeunes communistes retrouvent une position de premier plan en animant avec détermination la lutte contre la guerre du Vietnam. Vingt ans plus tôt, ils étaient seuls contre la guerre d'Indochine menée par la France ; dans les années 1970, d'autres jeunes les ont rejoints contre la guerre du Vietnam menée par les Etats-Unis mais les jeunes communistes tirent de l'ancienneté de leur combat une légitimité particulière : ils sont ici sur un terrain très bien connu. D'immenses manifestations de jeunes de protestation contre la guerre sont organisées à l'appel de la J.C. En 1967, à l'appel de la seule J.C., 70 000 jeunes défilent !

Le M.J.C.F. tout entier ne survit pas à l'après-68. *Nous les garçons et les filles* ne s'en relève pas (et *L'Avant-Garde* ressuscite). L'Union des jeunes filles de France disparaît elle aussi. Créée en 1936 par Danielle Casanova, elle s'était fondue dans l'U.J.R.F. en 1945 avant d'être recréée en 1946 sous la houlette de Madeleine Vincent. L'idée était simple et s'organisait autour de trois points :

- 1) Les jeunes femmes ont des revendications particulières à défendre et les cercles mixtes tendent à les écraser au profit des revendications masculines ou mixtes. Une organisation à part permet de mener ces luttes, pleinement légitimes.
- 2) Beaucoup de parents refusent que leurs jeunes filles fréquentent de jeunes hommes dans une organisation. Une U.J.F.F. permet de ne pas couper ces jeunes femmes du militantisme et de la lutte pour l'émancipation.
- 3) La société actuelle ne se charge guère de former des cadres féminins. Or, les communistes croient nécessaire et impérative la présence de femmes à tous les niveaux de direction. Une organisation spécifique permet l'émergence de dirigeantes.

Toutefois, dans les années 1970, à l'heure où le féminisme se développe tout particulièrement, ces arguments se brisent sur l'idée que la non-mixité est une vieillerie au mieux obsolète, au pire réactionnaire. Janine Jambu et d'autres dirigeantes de l'U.J.F.F. mènent donc à bien sa dissolution. Les adhérentes rejoignent l'U.J.C.F.

Les années 1970 sont marquées pour le Mouvement communiste français par le déploiement de la tactique du « programme commun » initiée par Waldeck Rochet et mise en œuvre, à partir de 1972, par Georges Marchais. Les jeunes communistes s'inscrivent dans cette tactique et appuient la démarche. Le Festival national qu'ils organisent en 1975 au Parc des expositions de la porte de Versailles est clairement placé sous ce signe : « Avec les communistes pour que change la vie ».

Entre Tchernobyl et Mandela

Dans les années 1980, l'heure est plutôt au désenchantement : 1983, c'est le tournant libéral du P.S. ; 1984, c'est l'éviction des communistes du gouvernement ; 1988, c'est « l'ouverture à droite », François Mitterrand ne prend aucun ministre communiste mais des ministres de droite (comme un certain Jean-Pierre Soisson qui, quelques années plus tard, fera les yeux doux au Front national pour être président de Conseil régional)... Sur le plan économique et social, c'est la crise : les usines ferment les unes après les autres. Pendant ce temps-là, on célèbre « l'homme qui réussit car il est méritant » : Bernard Tapie en est la plus éclatante et révérencée référence... Les pays socialistes, en dépit d'une certaine popularité (en Europe) de Gorbatchev, voient leur image se détériorer encore : ce sont les opérations soviétiques en Afghanistan en 1979, Tchernobyl en 1986... Les temps sont difficiles pour le Mouvement communiste français et, singulièrement la J.C.

Pourtant, les jeunes communistes ne baissent pas les bras. De grandes batailles sont menées, notamment contre les Travaux d'utilité collective (T.U.C.) et autres Contrats emploi solidarité (C.E.S.) destinés à précariser la jeunesse (pour commencer...). Ces contrats permettaient de payer des jeunes au-dessous du S.M.I.C. et sans aucune ouverture de droits sociaux (droits au chômage, à la retraite...) ! 1986, c'est la loi Devaquet qui veut la plus grande « autonomie » pour les universités, à commencer par celle d'accepter ou non un bachelier en son sein. La J.C. est de tous ces combats et semble connaître un grand essor au point d'approcher les 100 000 adhérents.

Dans le même temps, la J.C. n'oublie pas le monde. Elle mène une grande campagne contre l'apartheid et pour la libération de Nelson Mandela. Dirigeant de l'A.N.C. (le Congrès national africain, parti historiquement proche du Mouvement communiste international), Nelson Mandela est emprisonné par les dirigeants d'un régime prônant ouvertement la ségrégation. Le régime sud-africain pose des catégories strictes (noirs, blancs, etc.) et impose leur séparation. Abject et criminel, ce régime dispose pourtant du soutien de la plupart des gouvernements occidentaux et de toutes les entreprises intéressées par les ressources du pays. Les jeunes communistes réclament la fin de ce régime de honte ; ils le crient haut et fort, dans les colonnes de *L'Avant-Garde*, dans les rues des villes – ils sont 60 000 en 1986 autour du Musée national d'art moderne Georges-Pompidou –, sur des T-shirts et même sur des vinyles édités pour l'occasion. Cette lutte, on le sait, n'aura pas été vaine contribuant à créer le rapport de forces nécessaire pour affaiblir les soutiens gouvernementaux de ce régime criminel, menant, à terme, à sa disparition.

Si la J.C. se bat tant contre l'apartheid, c'est bien sûr par vocation internationaliste mais c'est aussi parce que les années 1980 voient la réémergence dans le champ politique français de forces qui avaient presque disparu depuis la Libération : celles de l'extrême-droite. Le Front national, groupuscule insignifiant créé en 1972, opère une véritable percée en quelques années (1982-1983-1984) portant haut et fort ses valeurs xénophobes et racistes.

L'antiracisme devient alors un enjeu prioritaire. S.O.S. Racisme, vite satellisé par le Parti socialiste, est créé à ce moment. Sous l'impulsion de Jacques Perreux, alors secrétaire général du M.J.C.F., le mouvement s'investit pleinement dans ces luttes et va jusqu'à changer de logo : ce sera un pied (souvent mi-blanc mi-noir), symbole de l'universelle humanité.

Après la chute

Les années 1990 sont de nouvelles années difficiles pour le Mouvement communiste français et, tout particulièrement la J.C. Après l'effondrement des pays socialistes d'Europe centrale et orientale, l'idée même de communisme est lourdement affaiblie et la J.C. perd beaucoup de son pouvoir d'attraction. Par ailleurs, en 1994, le Mouvement communiste français choisit de marquer nettement une rupture par rapport à la période antérieure, c'est la « mutation » menée par Robert Hue à la tête du P.C.F. et Pierre Zarka à la direction de *L'Humanité*.

Le M.J.C.F. change lui aussi : en 1998 est décidé de créer trois réseaux largement autonomes destinés à structurer la J.C. au niveau national, fédéral et local – Réseau anti-précarité, chaîne humaine, solidarité internationale. Cependant, si le M.J.C.F. organise une mutation à sa manière, il ne suit pas exactement la même voie que le Parti communiste. Les tensions entre M.J.C.F. et P.C.F. se développent. Le P.C.F. prive alors la J.C. d'une partie de ses ressources. Ces tensions n'empêchent pas la J.C. de poursuivre une activité politique importante, notamment en matière de questions internationales : guerre du Golfe, Bosnie et surtout Palestine. Il n'en demeure pas moins que la J.C. vit un moment qu'on bien qualifier d'effondrement.

Les années 2000 apporteront un certain renouveau. Le congrès d'étape du M.J.C.F. de 2002 est un moment-clé : élection d'un nouveau secrétaire général, adoption d'un nouveau logo, élaboration d'une nouvelle structuration (fin des réseaux). La J.C. se redéploie dans nombre de villes et de villages, de quartiers et de régions qu'elle avait dû désert. La mobilisation contre Le Pen (2002), la guerre en Irak (2003), la réforme Fillon des lycées (2005) le C.P.E. (2006) ou la L.R.U. (2007) sont l'occasion d'un renforcement. Les liens se resserrant avec le P.C.F., les jeunes communistes disposent de davantage de moyens pour mener à bien leur lutte.

Cet aperçu historique (loin d'être exhaustif tant l'histoire de la J.C. est riche !) permet de comprendre quelle place centrale a occupé tout au long de son histoire la J.C. Incontestablement sur une phase ascendante depuis plusieurs années, l'organisation dirigée aujourd'hui par Pierric Annot est forte de 10 000 adhérents. Elle n'en doit pas moins se montrer encore plus ambitieuse, pour simplement être à la hauteur de son histoire : les jeunes de 2009 ne méritent pas moins.